Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DE LA RURALITÉ

Arrêté du 30 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 30 juin 1979 relatif au calcul de l'aide personnalisée au logement attribuée aux personnes résidant dans un logement-foyer

NOR: ETLL1421863A

Publics concernés : bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement résidant dans un logement-foyer.

Objet : revalorisation des paramètres du barème de l'APL selon l'évolution annuelle de l'indice de référence des loyers (IRL) établie à 0,57 % pour le deuxième trimestre 2014.

Entrée en vigueur: ces dispositions sont applicables pour les prestations dues à compter du mois d'octobre 2014.

Notice : le présent arrêté a pour objet de revaloriser les paramètres du barème de l'APL selon l'évolution annuelle de l'indice de référence des loyers (IRL) établie à 0,57% pour le deuxième trimestre 2014.

Références: le texte modifié par le présent arrêté peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).

La ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité et le secrétaire d'Etat chargé du budget,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L. 351-3;

Vu l'arrêté du 17 mars 1978 modifié relatif au classement des communes par zone géographique ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1979 modifié relatif au calcul de l'aide personnalisée au logement attribuée aux personnes résidant dans un logement-foyer;

Vu l'avis du Conseil national de l'habitat en date du 11 septembre 2014;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 2 septembre 2014 ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du 10 septembre 2014,

Arrêtent :

Art. 1er. – Les dispositions de l'article 1 er de l'arrêté du 30 juin 1979 modifié relatif au calcul de l'aide personnalisée au logement attribuée aux personnes résidant dans un logement-foyer sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. I^{er} . – Les équivalences de loyer et de charges locatives de référence sont fixées comme suit :

DÉSIGNATION	ZONE I (en euros)	ZONE II (en euros)	ZONE III (en euros)
Bénéficiaire isolé	438,14	400,67	380,32
Couple sans personne à charge	513,64	467,62	442,34
Bénéficiaire isolé ou couple ayant une personne à charge	547,68	498,59	469,28
Bénéficiaire isolé ou couple ayant deux personnes à charge	586,12	533,71	500,25
Bénéficiaire isolé ou couple ayant trois personnes à charge	624,71	568,70	531,22
Bénéficiaire isolé ou couple ayant quatre personnes à charge	673,82	605,99	566,03
Par personne supplémentaire à charge	69,88	63,16	58,61

Art. 2. – Les dispositions du présent arrêté sont applicables pour les prestations dues à compter du mois d'octobre 2014.

Art. 3. – Le directeur du budget, le directeur de la sécurité sociale, le directeur des affaires financières, sociales et logistiques et le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 30 septembre 2014.

La ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité, Pour la ministre et par délégation : Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, L. GIROMETTI

La ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, Pour la ministre et par délégation : Le chef de service, adjoint au directeur de la sécurité sociale, J. Bosredon

> Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, Pour le ministre et par délégation : Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques, C. LIGEARD

Le secrétaire d'Etat chargé du budget, Pour le secrétaire d'Etat et par délégation : Par empêchement du directeur du budget : Le sous-directeur,

D. CHARISSOUX